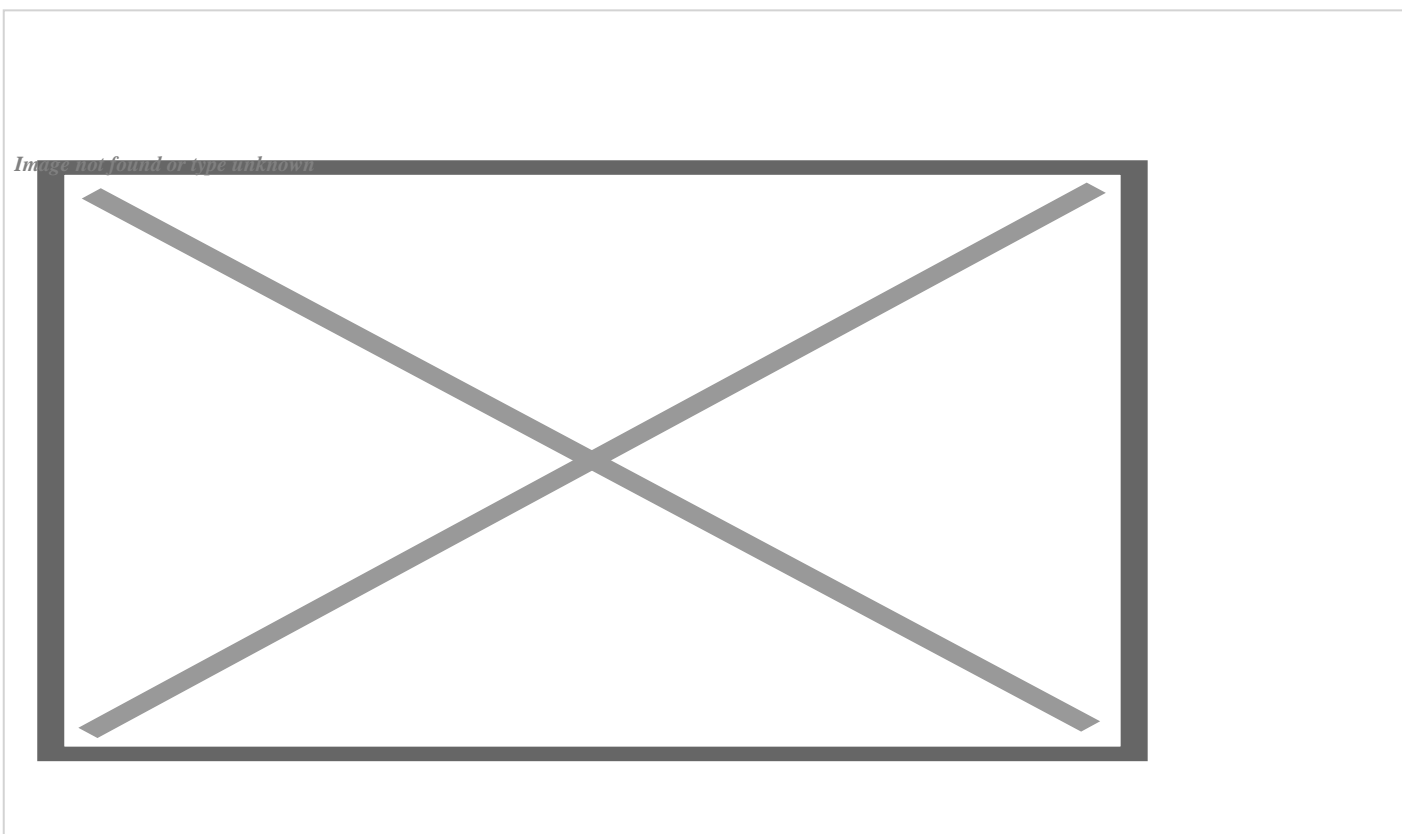


Euskadi-Cuba et le journaliste José Manzaneda acquittés en Espagne



La Havane, 20 fév (RHC) Le 31ème Tribunal Pénal de Madrid a acquitté le journaliste José Manzaneda et l'association Euskadi-Cuba, quatre jours seulement après une audience publique dans la capitale espagnole.

José Manzaneda, coordinateur du média numérique Cubainformación, et Euskadi-Cuba ont été acquittés des trois crimes dont ils étaient accusés par Javier Larrondo, président de l'association Prisoners Defenders.

"Il s'agit d'un procès à l'esprit délictueux (qui ne respecte pas la loi, malveillant) ; un procès qui déforme le sens de la liberté d'expression, contre moi et contre Euskadi-Cuba, à des fins médiatiques", a déclaré José Manzaneda à Prensa Latina à l'époque.

Javier Larrondo, considéré comme un ennemi de la révolution cubaine, a avancé le procès pour lequel six ans de prison ont été requis pour chacun des accusés, ainsi que des amendes de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Le tribunal de Madrid a condamné le propriétaire de Prisoners Defenders à payer une partie des frais pour son imprudence et sa mauvaise foi, car il soutenait une accusation qui manquait d'arguments.

Dans un communiqué, l'avocate de la défense, Endika Zulueta, a rappelé que le ministère public demandait six ans de prison et une amende de 8 400 euros pour le journaliste, ainsi qu'une responsabilité civile, solidaire des médias, de 50 000 euros, et une autre amende de 100 000 euros pour Euskadi-Cuba.

Endika Zulueta a expliqué que le 5 octobre 2020, José Manzaneda avait publié un article intitulé "Créer une crise sanitaire à Cuba, objectif de la guerre contre sa coopération médicale" sur le site www.cubainformacion.tv, dans lequel il critiquait la position de Javier Larrondo.

Les critiques du soi-disant "anti-castriste" étaient axées sur la coopération médicale que le gouvernement cubain met en œuvre dans divers pays du monde.

Selon l'arrêt, outre le fait que le texte ne remplit pas les conditions légales et jurisprudentielles pour être considéré comme diffamatoire ou incitant à la haine, il conclut que la qualification de "criminel de guerre" n'est pas diffamatoire et peut être considérée comme une "hyperbole journalistique" si elle est analysée "avec le reste du contenu de l'article".

Le tribunal a estimé que l'auteur a pu agir avec une "intention de critique, de récrimination ou de censure politique, ce qui est dans les limites de la liberté d'expression".

Le jugement a également condamné Javier Larrondo à payer une partie des frais, considérant que "la partie accusatrice a été imprudente lorsqu'elle a dirigé son accusation contre l'Association Euskadi-Cuba" pour les délits de diffamation et de calomnie, puisqu'une personne morale ne peut légalement commettre de tels délits. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/347760-euskadi-cuba-et-le-journaliste-jose-manzaneda-acquittes-en-espagne>



Radio Habana Cuba